

Au moment où ces lignes sont écrites et où le rapport de l'Atelier Démocratie-Observatoire citoyen de la qualité démocratique (OCQD) du *Pacte civique* est envoyé à l'imprimeur, la crise sanitaire du Covid-19 frappe durement notre pays et la planète toute entière. Les Gilets jaunes et le Grand débat national qui l'a suivie semblent loin.

Et pourtant !

Ce décalage de priorités dont l'actualité est si coutumière invite cependant à y regarder de plus près. En effet, ce que le Coronavirus dit de notre société n'est pas sans lien avec les analyses que nous proposons à la suite de la crise des Gilets jaunes et des réactions de l'Exécutif pour juguler cette colère inédite. C'est pourquoi nous vous proposons, sous la forme de cet avertissement, de contextualiser la crise sanitaire dans un panorama plus large duquel ressortent les trois crises analysées par notre rapport 2019 : environnementale, sociale et démocratique.

Il est possible d'ores et déjà, alors que le pic de la maladie n'est pas atteint, de tirer quelques enseignements des effets de la pandémie sur la société à laquelle nous appartenons et sur les êtres sociaux que nous sommes.

Certaines évidences sautent aux yeux ; quelques constats, assez contre-intuitifs, apparaissent et enfin plusieurs conclusions semblent s'imposer.

Trois évidences d'abord. Elles surgissent sous forme de contrastes dérangeants.

- De magnifiques élans de générosité et de fraternité (nos « héros en blouse blanches », le secours bénévole, l'aide entre voisins et générations) mais aussi des manifestations de cupidité écœurantes et d'incivilités récurrentes (vol de masques dans les hôpitaux, revente de produits périmés, refus assumés de se conformer aux consignes) ;
- En cette période de crise, on accepte que la sécurité collective réduise la liberté individuelle, mais si les mesures coercitives sont relativement bien accueillies, leur mise en application est souvent d'abord « pour les autres ! » ;
- Alors que les frontières sont poreuses au virus quelles que soient les mesures de filtrage, le thème de leur fermeture (y compris de l'espace Schengen) est dans beaucoup de têtes et risque d'être dangereusement instrumentalisé.

Quatre constats, assez contre-intuitifs, ensuite.

- Être proche de ceux que l'on aime, c'est se tenir à distance ;
- L'ouverture des vannes budgétaires (45 milliards d'€ de mesures de soutien immédiates, 300 Md€ de prêts garantis par l'Etat prévus par la loi de finances rectificative), c'est sans doute bien mais il y a peu de temps encore, on « rabotait » à tout va sous la contrainte du respect européen des 3% de déficit dans la zone euro ; mais, la BCE et la Commission européenne semblent avoir pris la mesure de la situation en laissant filer, au moins momentanément, la dette publique ;
- Des services publics de santé et de sécurité dont on mesure aujourd'hui toute l'utilité alors qu'on les a beaucoup atrophiés ces dernières années ;
- Des carences incompréhensibles de produits de santé élémentaires (masques,

dispositifs de dépistage) dans un pays doté d'un système sanitaire mondialement réputé.

Cinq conclusions, enfin.

- On (re)découvre l'efficacité de l'Etat en surplomb d'une société civile prompte à se fragmenter et à se « communautariser » au gré des modes et des rapports de forces. La France a la chance d'avoir des fonctionnaires d'Etat et des administrations solides (préfets, ARS, rectorats, finances publiques) qui prennent les mesures appropriées en liaison avec les collectivités locales pour les adapter aux réalités de terrain ;
- La créativité et la réactivité des collectivités locales, des établissements publics, de nombreuses entreprises et des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers sont à l'œuvre. On a déjà parlé des admirables personnels de santé. Deux autres exemples : le déroulement du 1^{er} tour des élections municipales a été, dans des conditions difficiles, bien conduit ; les enseignants donnent actuellement la preuve de leur dévouement et inventivité en animant les dispositifs de la classe à la maison ;
- L'ampleur de la crise sanitaire repose sur une crise environnementale, au sens large du terme, dans un contexte où la mondialisation, mal orientée, dominée par un système économique à la recherche des coûts les plus bas, fondée sur une division planétaire des tâches, dépensière en transports et énergie et synonyme de délocalisations stratégiques ;
- La crise sanitaire prolifère sur fond de deux autres crises structurelles : démocratique et sociale. La première est une profonde crise de confiance touchant le système institutionnel et représentatif et qui ouvre la voie aux régimes populistes. La seconde est celle des inégalités croissantes où les plus faibles sont les plus mal soignés, les plus pénalisés par les mesures de confinement et les plus menacés par les pertes d'emploi qui se profilent à l'horizon du fait du net ralentissement économique prévisible ;
- Sur le fondement de cette analyse, les antidotes sont plus aisés à prescrire : plus de démocratie en s'appuyant davantage sur des citoyens mobilisés et organisés ; plus de solidarité et de fraternité pour combler la fracture sociale et enfin une priorité radicale et multilatérale donnée à la planète pour stopper son épuisement et restaurer sa biodiversité.

La crise du Covid-19 révèle, avec un dramatique effet de loupe, les maux de notre société.

Alors, on continue comme avant ? Ou on en tire tous les enseignements ? *Le Pacte civique* appelle de ses vœux une mobilisation citoyenne, ordonnée, responsable et résolue, pour favoriser la prescription des remèdes efficaces et la prévention des risques futurs.

Paris, le 22 mars 2020.

